

sa docilité, Guillaume lui conféra le titre de maréchal qu'il eut peu d'occasions de justifier.

Tandis qu'il se prononçait publiquement pour la prolongation de la guerre, il travaillait en secret, soit par lui-même, soit par l'organe de l'impératrice Zita, à préparer une paix de conciliation. Les succès remportés sur les Italiens à la fin de l'année 1917 ne détournaient pas son attention des idées pacifiques.

Le 6 novembre il passait le *Tagliamento* pour sanctionner par sa présence le succès éphémère de ses troupes. Au cours du même mois son ministre Czernin élaborait à Berlin, d'accord avec Hartling, des plans magnifiques : l'Alsace-Lorraine devait rester allemande, les colonies allemandes devaient être rendues en échange des pays occupés en France et en Belgique. L'intégrité de l'Autriche-Hongrie était garantie ; l'Albanie, le Montenegro, la Serbie seraient annexés avec un semblant d'autonomie ; la Pologne deviendrait la vassale militaire de l'Allemagne. La Prusse s'agrandirait aux dépens de la Courlande et de la Lithuanie. Czernin, dans un discours prononcé le 7 décembre aux délégations, déclarait que l'Autriche ne faisait pas de distinction entre Trieste et Strasbourg.

A ce propos le gouvernement français faisait une réponse attendue depuis longtemps par tous ceux qui connaissaient les véritables tendances de la nation tchèque. Le 19 décembre, le Président de la République signait un décret proclamant l'existence d'une armée tchèque au service de la France.

Quelques jours plus tard la *furia francese* se faisait rudement sentir sur le front italien.

Le 6 janvier suivant les députés tchèques réunis à Prague avaient demandé la constitution d'un État tchéco-slovaque autonome. Des grèves, des manifestations en faveur de la paix éclataient dans tout l'Empire. A Vienne les parlementaires iougo-slaves réclamaient eux aussi un État indépendant. Des émeutes éclataient à Zagreb, des scènes de pugilat au parlement.

L'Autriche-Hongrie était à bout de souffle. Dans une